

GT7 : Précarité énergétique

Contribution ENGIE

La DGEC a présenté un nouveau scénario avec la mise en place de la 4^{ème} période CEE à partir du 1^{er} janvier 2018, à savoir :

- 1200 TWh cumac d'obligation pour les CEE classiques,
- 400 TWh cumac d'obligation pour les CEE précarités.

ENGIE salue le retrait du scénario d'un renforcement de la 3^{ème} période et donc **le respect par les pouvoirs publics du calendrier prévu pour la quatrième période CEE (2018-2020).**

ENGIE est cependant en désaccord avec les niveaux d'obligations annoncés et demande :

- **que les niveaux d'obligation CEE classique et précarité soient fixer de manière plus réaliste par rapport aux gisements CEE, à savoir 1000 TWh cumac pour trois ans (ou 1600 TWh cumac sur cinq ans) :** la brique de coût CEE pèse déjà 2% dans les prix et les tarifs du gaz naturel et d'électricité, elle serait donc de 4% en cas de doublement de l'obligation sans compter un effet prix qui porterait la brique de coût à un niveau encore supérieur,
- **que les programmes soient considérés comme des éléments de flexibilité afin de faciliter la réalisation des objectifs par les obligés :** les quotas programmes doivent être déduits des gisements CEE et non pas s'ajouter aux gisements CEE comme présentés par la DGEC,
- **que la période CEE de référence soit d'une période de cinq ans :** une telle durée donne de la visibilité à tous les acteurs et évite un non recouvrement des coûts CEE pour les fournisseurs dans les contrats de vente de gaz naturel ou d'électricité; la période de cinq ans serait par ailleurs cohérente avec la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

ENGIE reste par ailleurs très préoccupé par **l'impossibilité de recouvrer dans les contrats d'électricité et de gaz naturel les coûts générés par un dispositif CEE précarité** mis en place au 1^{er} janvier 2016 dans un délai trop court et sans une concertation suffisante des parties prenantes.

Compte tenu du niveau de contrainte pour les obligés et du coût pour les consommateurs, il serait également nécessaire que **la DGEC s'assure que le dispositif CEE est efficace et efficient.**

L'ADEME, elle-même, considère que 80% des actions réalisées dans le secteur résidentiel auraient été réalisées même en l'absence d'un dispositif incitatif tel que les CEE. Dans ce cadre, faut-il encourager un dispositif où les seules actions additionnelles résultent au final :

- d'un plus grand recours aux professionnels pour les travaux réalisés aujourd'hui par les ménages eux-mêmes (DIY) ?
- du respect d'exigences de performance dans un contexte où celles-ci sont devenues obligatoires : « Travaux embarqués » pour l'isolation thermique, Directive « Eco-conception » pour les équipements, RT « existant par éléments » pour les équipements et l'isolation thermique, Obligation de travaux en tertiaire...?

Plus précisément, en ce qui concerne les CEE précarité énergétique, **ENGIE demande le maintien de l'obligation précarité énergétique à son niveau actuel, soit 75 TWh cumac / an, en l'absence de retour d'expérience significatif.**

En terme d'évolution à court terme, dans le cadre actuel, ENGIE est favorable :

- **à une forfaitisation des CEE précarité pour le collectif privé :** il s'agit de simplifier le mode de preuve pour les obligés, à l'égal de ce qui existe pour le logement social, dans la mesure où les modes de preuve actuels sont trop complexes pour générer des actions précarités,
- **à une bonification des opérations standardisées représentant un investissement significatif comme les chaudières :** les actions d'économie d'énergie portant sur le remplacement des systèmes sont en effet couteuses et peu valorisées en CEE - du fait d'une référence « marché » utilisée pour leur calcul – bien qu'elles génèrent des économies d'énergie importantes (jusqu'à 30%). La bonification de ces actions permettrait de relancer le remplacement des chaudières anciennes (3 millions d'unités de plus de 20 ans).

En terme d'évolution à moyen terme, ENGIE souhaite :

- **que l'impact du dispositif précarité soit évalué :** autrement dit, le dispositif permet-il d'avoir un impact significatif sur la situation des ménages précaires et de réduire leur précarité énergétique ?
- **que le dispositif précarité cesse d'être un dispositif spécifique :** la précarité pourrait être prise en compte directement dans le dispositif CEE à travers une bonification des actions réalisées en faveur des ménages précaires ; la mesure permettrait de s'assurer que la précarité énergétique est mieux valorisée que la non précarité et, d'autre part, de simplifier le dispositif CEE,
- **que le périmètre du dispositif soit également revu :** il s'agit ici de cibler la grande précarité énergétique et de retrouver une cohérence avec les autres dispositifs (chèque énergie notamment). Le niveau d'obligation devrait être naturellement revu en fonction de cette redéfinition de la précarité énergétique.